



Paris, le 12 décembre 2011

Communiqué
Parti socialiste

Durban : un accord pour sauver la face mais pas la planète

La conférence de Durban avait pour responsabilité d'adopter un cadre renforcé de coopération permettant d'agir pour contenir l'augmentation globale de la température sous les 2°C. Les scientifiques ne cessent d'alerter sur ce seuil, dont le franchissement entraînera des dommages irréversibles.

Malheureusement, cette occasion n'a pas été saisie : l'accord a minima qui a été signé ne règle aucun des grands défis pour la planète.

Il s'agit d'une simple promesse d'aboutir à un accord englobant tous les pays émetteurs importants de CO2 d'ici 2015, pour une entrée en vigueur en 2020 et sans certitude sur le caractère contraignant ou non de ce nouvel accord. En clair, on remet à demain les négociations et aucun engagement n'est pris sur le cadre juridique.

La conférence aurait dû préciser les modalités de financement et de gouvernance du Fonds Vert, censé aider les pays et les populations les plus vulnérables aux dérèglements climatiques, avec un montant acté à Cancun de 100 milliards de dollars annuels dès 2020. Mais si le fonds est créé, il n'a pas été rendu opérationnel, pas plus que le mécanisme REDD+ pour lutter contre la déforestation.

A Durban, enfin, on attendait des décisions politiques sur l'avenir du protocole de Kyoto en élargissant le périmètre. Au final, le nombre de signataires se réduit comme peau de chagrin – sur 37 pays concernés, 4 se sont défaussés sur la seconde période d'engagement. Les engagements ne concernent que 14% des émissions et seulement jusqu'en 2017.

M. Sarkozy, qui s'était auto-proclamé champion de la cause climatique à Copenhague, en avait fait une priorité de sa présidence du G20. Elle s'achève donc sur un échec de plus. Le président sortant a brillé par son silence sur Durban, ce qui rappelle que, décidément, pour lui, « l'environnement, ça commence à bien faire ».

En attendant la prochaine conférence au Qatar en 2012, qui reprendra les questions laissées en suspens, le Sommet de Rio +20, en juin prochain, donnera l'opportunité de redéfinir les clés de la croissance. C'est un rendez-vous essentiel qui sera l'occasion pour François Hollande de défendre le modèle de développement social-écologique qu'il porte, au croisement des exigences de justice et d'ambition nécessaires à la transition environnementale.